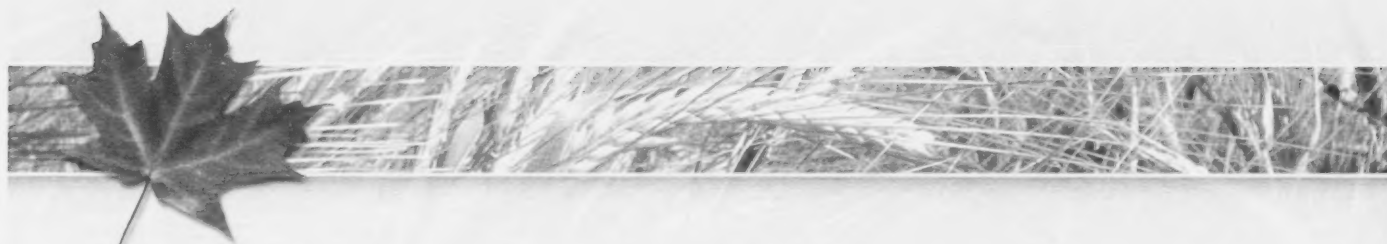




Agriculture and
Agri-Food Canada

Agriculture et
Agroalimentaire Canada



États financiers du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari-mutuel

Exercice terminé le 31 mars 2012

Also available in English under the title :

Financial Statements of the Canadian Pari-Mutuel Agency Revolving Fund

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI-MUTUEL

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

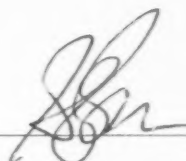
La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI MUTUEL

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA GESTION - Fin

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvé par:



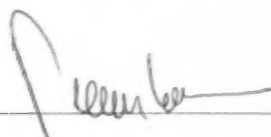
Steve Suttie

Directeur exécutif, Agence canadienne du pari mutuel



Matt Shea

Directeur général, Direction des services des
finances et de la gestion des ressources
(Adjoint au dirigeant principal des finances)



Pierre Corriveau

Sous-ministre adjoint Gestion intégrée
(Dirigeant principal des finances)

2012-05-29

Date



Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre adjoint, gestion intégrée Agriculture et agroalimentaire Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari-mutuel, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012 et les états des résultats et de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et les notes complémentaires, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari-mutuel au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., Comptables agréés
99 Bank Street, Suite 800, Ottawa, Ontario, Canada K1P 1E4
T: +1 613 237-3702, F: +1 613 237-3963, www.pwc.com/ca/fr*

**Observation**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 afférente aux états financiers, qui décrit la méthode de comptabilité appliquée. Les états financiers ont été préparés uniquement à titre d'information et pour être utilisés par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari-mutuel et le Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Autre point

Les états financiers du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari-mutuel pour l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 30 mai 2011.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

Le 29 mai 2012

États financiers du

**FONDS RENOUVELABLE
DE L'AGENCE CANADIENNE
DU PARI MUTUEL**

Exercice terminé le 31 mars 2012

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI-MUTUEL

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS

(en milliers de dollars)

	2012	2011		2012	2011
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit			Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	27	208
Gouvernement du Canada			Tiers		
Tiers (note 3)	30	52	Créditeurs	430	957
Avances à justifier consenties aux employés	288	194	Indemnités de vacances	247	265
	1	1	Tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 5)	-	75
	398	301		704	1 505
À long terme			À long terme		
Immobilisations corporelles (note 4)			Passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 5)	316	868
Au coût	4 473	4 023	ACTIF (PASSIF) NET (note 6)	1 270	(137)
Moins: amortissement cumulé	2 581	2 088			
	1 892	1 935			
	2 290	2 236		2 290	2 236

Engagements contractuels (note 7)

Dépendance économique (Note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI-MUTUEL

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF (PASSIF) NET
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	11 218	11 569
Autres	19	31
	11 237	11 600
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux	4 091	4 418
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(119)	(104)
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants	3 460	2 935
Contrôle des courses	-	2 089
Service photographique d'arrivée	-	570
Recherche sur les stupéfiants	278	238
Autres	859	887
Transport et télécommunications	567	590
Locations	529	548
Amortissement des immobilisations corporelles	493	319
Services publics, matériaux et fournitures	130	160
Divers	-	(12)
	10 288	12 638
Résultats nets	949	(1 038)
Passif net, au début de l'exercice	(137)	(216)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	458	938
Apport d'actif	-	179
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice	1 270	(137)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI-MUTUEL

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Activités d'exploitation		
Résultats nets	949	(1 038)
Éléments n'utilisant pas l'encaisse:		
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	(119)	(104)
Amortissement des immobilisations corporelles	493	319
	1 323	(823)
Variation des actifs et de passifs à court terme (note 8)	(823)	(33)
Paieement d'indemnités de cessation d'emploi	(508)	(82)
Ressources financières nettes fournies		
par les activités d'exploitation	(8)	(938)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(450)	(179)
Activités de financement		
Apport d'actif	-	179
Ressources financières nettes employées et variation		
de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds,		
au cours de l'exercice	(458)	(938)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds,		
au début de l'exercice	2 479	3 417
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds,		
à la fin de l'exercice	2 021	2 479

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI-MUTUEL

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (NON VÉRIFIÉ)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

(en milliers de dollars)

	2012		2011	
	Prévisions	Réels	Prévisions	Réels
Résultats nets	(1 419)	949	(2 242)	(1 038)
Plus: éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	150	374	150	215
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(1 269)	1 323	(2 092)	(823)
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	150	450	150	179
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	-	619	-	(179)
Autorisation fournie (employé)	(1 419)	254	(2 242)	(823)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI-MUTUEL

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ)

AU 31 MARS

(en milliers de dollars)

	2012	2011
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2 021)	(2 479)
Plus: imputation des CAFE sur le crédit après le 31 mars	456	1 165
Moins: montants affectés au crédit après le 31 mars	108	105
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	(1 673)	(1 419)
Virement du Conseil du Trésor - besoin en matière de rémunération (Crédit 30) (note 1)	503	-
Limite de l'autorisation (note 1)	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	4 176	3 419

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS RENOUELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI MUTUEL
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (« ACPM » ou le « Fond ») a été établi en vertu de la *Loi no 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi no 1 de 1970*, a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobilisés et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat de l'ACPM est de réglementer et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur. Afin de concentrer ses ressources sur les activités plus étroitement liées à son mandat fondamental consistant à assurer l'intégrité du système des paris mutuels, l'ACPM a mis fin le 1er avril 2012 à ses programmes de contrôle des courses par vidéo et de service photographique d'arrivée.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 21 mars 2012, l'ACPM a fait l'objet d'un virement d'affectation de 503 000 \$ du crédit 30 (besoins en matière de rémunération) du Conseil du Trésor. Cette augmentation de l'autorisation de dépenser vise à couvrir l'élimination des indemnités accumulées pour les départs volontaires des employés de l'ACPM qui ont choisi d'encaisser immédiatement les indemnités de départ accumulées. L'ACPM remboursera le Conseil du Trésor au cours des dix prochaines années et les remboursements commenceront durant l'exercice se terminant le 31 mars 2013.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables publiées par le Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Les méthodes comptables utilisées pour l'établissement des états financiers diffèrent sensiblement des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public car une estimation des montants courus est faite pour les indemnités de vacances au lieu d'obtenir une évaluation actuarielle.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de charges rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les estimations comptables sont utilisées principalement pour les indemnités de cessation d'emploi, les charges à payer, la provision pour mauvaises créances et la durée de vie utile estimative des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des rajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où elles sont connues.

b) Débiteurs

Les comptes débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs dont le recouvrement est réputé incertain.

FONDS RENOUELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI MUTUEL
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

2. Principales conventions comptables (suite)

c) Constatation des revenus

Les revenus sont générés par un prélèvement de 0,8% sur chaque dollar parié aux hippodromes canadiens.

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire, à compter de leur exercice d'acquisition, sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement de traitement électronique des données	5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

e) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés de l'ACPM. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé à l'ACPM au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires. L'ACPM n'est pas requis de combler le déficit actuariel dans le régime de retraite selon la législation actuelle.

f) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

g) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux bénéfices. Le passif lié à l'indemnité gagnée par les employés de l'ACPM est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

h) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qui restent au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. C'est pourquoi aucun montant n'a été consigné dans les états financiers de l'ACPM à l'égard des congés de maladie non utilisés.

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI-MUTUEL
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

3. Débiteurs

Les débiteurs provenant des tiers se détaillent de la façon suivante
(en milliers de dollars) :

	2012	2011
Débiteurs	288	295
Provision pour créances douteuses	-	(101)
	288	194

4. Immobilisations corporelles
(en milliers de dollars)

Immobilisations corporelles	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
Ameublement et équipement	1 712	-	1 712
Équipement de traitement électronique de données	750	-	750
Véhicules motorisés	59	-	59
Bâtiments	575	-	575
Améliorations locatives	829	-	829
Terrains	98	-	98
Actifs en construction	-	450	450
	4 023	450	4 473

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice
Ameublement et équipement	852	170	1 022
Équipement de traitement électronique de données	182	131	313
Véhicules motorisés	49	4	53
Bâtiments	575	-	575
Améliorations locatives	430	188	618
	2 088	493	2 581

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI-MUTUEL
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

5. Passif pour les indemnités de cessation d'emploi
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, au début de l'exercice	943	1 129
Indemnités de cessation d'emploi payées durant l'exercice	(508)	(82)
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	(119)	(104)
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, fin d'exercice	316	943
Moins : tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi	-	(75)
Tranche à long terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi	316	868

6. Actif (passif) net
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2 021)	(2 479)
Surplus accumulé	3 291	2 163
Apport d'actif	-	179
	1 270	(137)

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus et des déficits, de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Apport d'actif

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, il n'y a pas eu d'apport de capital (179 000 \$ en 2011) du Conseil du Trésor afin de financer la mise en œuvre de l'initiative de modernisation des laboratoires fédéraux.

FONDS RENOUEVABLE DE L'AGENCE CANADIENNE DU PARI-MUTUEL
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

7. Engagements contractuels
(en milliers de dollars)

L'ACPM loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre l'ACPM et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. L'ACPM est aussi lié à d'autres obligations contractuelles pour la location d'équipements. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

2013	514
2014	162
2015	135
2016	32
2017 et par la suite	142
	<u>985</u>

8. Variation des actifs et des passifs à court terme
(en milliers de dollars)

	2012	2011
Fonds en transit	(25)	(17)
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	22	(22)
Tierces parties – débiteurs	(94)	122
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	(181)	(57)
Tierces parties – créditeurs	(527)	(19)
Tierces parties – indemnités de vacances	(18)	(40)
	<u>(823)</u>	<u>(33)</u>

9. Dépendance économique

L'ACPM est financée uniquement par le prélèvement fédéral perçu sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au pays, l'Hippodrome de Woodbine (« Woodbine ») de Toronto (Ontario).

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, Woodbine a généré 6 026 338 \$ (6 207 009 \$ en 2011), ou 54 % (54 % en 2011) du montant total des prélèvements de l'ACPM sur les paris mutuels. Au 31 mars 2012, 52 840 \$ (31 818 \$ en 2011) ou 18 % (12 % en 2011) des comptes débiteurs de l'ACPM étaient dus de cette organisation.